



Secteur Fédéral CGT des Cheminots de la région Nord-Pas de Calais



Le journal CGT

CE des Cheminots Mobilités du Nord / Pas de Calais

En Direct du CE: Plénière du 27 octobre 2016

Spécial Technicentre



Cette Plénière de CE avait de nombreux points à l'ordre du jour.

Dans sa déclaration liminaire, la CGT est revenue sur la **politique destructrice** que cette direction met en œuvre sur tout le territoire avec un seul but : **« privatisation rampante », et un seul moyen : « la productivité » !**

La direction, dans sa course effrénée au 'tout économie' a oublié les fondamentaux que sont **le travail, la qualité du travail, la sécurité, le service public.**

Au contraire, la CGT articule toutes ses revendications sur ces thèmes essentiels.

Vous le voyez, le fossé est grand. D'ailleurs, lors de cette séance, le directeur du technicentre NPDC nous a exposé sa politique **emprunt du libéralisme**, éloquent !

Nous avons donc choisi de vous retranscrire, en substance, sa vision et notre position dans ce flash CE, 'spécial technicentre'.

La CGT voulait entendre le directeur du technicentre NPDC. Celui-ci a basé principalement sa présentation sur « le coût du travail » et la productivité. Toutes les organisations syndicales l'ont écouté, seule la CGT a répondu !

voici une synthèse des échanges entre la CGT et la direction.

La volonté de l'entreprise et de son directeur : **développer la maintenance Agile.**

Il semblerait qu'il ait oublié l'essentiel : la qualité du travail conjugué à la qualité des conditions de travail et de vie !

Il dit vouloir copier voir accentuer les standards du privé ! **Beau programme en perspective.**

Dans le déroulé de sa présentation, nous comprenons que l'entreprise organise insidieusement une concurrence entre cheminots, en indiquant, par exemple, la valeur du coût au travers des UO.

Toujours sur la question du fameux coût, le directeur dit vouloir modifier les infrastructures sur Dunkerque et Lens, **bien sûr à minima**, ce qui ne permettra pas aux UO, si reprise du marché, de pouvoir se positionner. **C'est un abandon du service public FRET Ferroviaire !**

D'ailleurs FRET crée elle-même ses propres filiales, telle ERMEWA ou autres, qui avec l'approbation de la SNCF, viennent dicter leurs propres lois (low-cost)!

La loi travail n'avait pas pour vocation d'harmoniser tout cela! Nous aurait-on menti ?

Une fois de plus, les Organisations Syndicales signataires (UNSA, CFDT) sont bien restés discrètes sur le sujet !

Pour la CGT, la production peut et doit-être améliorée, fiabilisée dans d'autres organisations avec l'utilisation d'autres matériels, autres sillons.

Sur le TER la clause de revoyure se profile (fin 2018), avec toujours ce syndrome « du coût du travail », mais là, en lien avec l'utilisation du matériel (pas assez utilisé).

Est-ce pour cela que sur la région, des lignes vont être fermées et remplacées par des bus, **mais de qui se moque-t-on ?**

L'entreprise nous explique, car nous sommes idiots qu'il faut avancer rapidement sur les sujets de Fusion, module, horaire atypique, heures supplémentaires, polyvalence, polyvalence emploi d'intérimaire, alternants, etc... **Tout est bon pour réduire les effectifs.**

La création d'un établissement TER sur la région d'Amiens va venir encore plus brouiller les cartes. **C'est politique nous dit-on!**

Reste l'énigme Tourcoing TGV OUIGO maintenance OUIGO... Toujours le même slogan, la concurrence la concurrence. Pour la CGT l'état doit être au cœur du dispositif en maintenant et en revalorisant la dotation.

Vous le voyez, quel que soit l'activité, les recettes sont les mêmes! Avec la CGT, contestons, mobilisons-nous et proposons l'alternative.